



L'avenir de chacun se décide aujourd'hui !

A l'issue de cette nouvelle journée d'action chez Canon pour la sauvegarde de l'emploi, de meilleures dispositions du PSE et le maintien de notre statut, plus de 500 salariés étaient toujours mobilisés avec une **forte participation du personnel de province et technique sur l'Île de France**.



La Direction n'a pas daigné répondre à notre demande de réouverture des négociations, comptant probablement sur l'essoufflement de la mobilisation du personnel.

Il est clair que la Direction Générale était plus affairée à essayer de démobiliser le personnel par divers moyens : utiliser des non-grévistes pour faire le travail de leur collègue ; réunir certaines catégories de personnel en urgence pour leur faire des promesses, etc.

Notre action est légitime, d'ailleurs le personnel administratif de province a fait parvenir aux organisations syndicales des pétitions pour leur demander de ne pas signer en l'état le projet de PSE de la Direction. Certains regrettent l'absence d'une intersyndicale pour engager des actions unitaires, cette réalité n'est pas le fait de la CGT, mais des autres centrales qui ont refusé notre proposition.

Le personnel connaît les enjeux liés au projet de restructuration et a reçu à ce titre une multitude de documents, rapports d'expertise, projet de PSE, et chacun d'entre nous peut se positionner en toute conscience. Comme cela a déjà été largement indiqué, tout le personnel est concerné par ce projet de restructuration, que ce soit au niveau de l'emploi, des mesures du PSE, d'une mobilité géographique particulièrement pour le personnel de Montévrain, des conditions de travail, etc.

Une chose est claire pour la CGT : si les négociations étaient suffisantes pour régler les différentes conséquences précitées, nous n'en serions pas là aujourd'hui ! Nous sommes arrivés à un niveau dans les négociations où la Direction considère qu'elle n'a pas à sortir **un euro de plus**.

Le maintien de quelques postes en province et l'application de l'accord sur la réduction et l'aménagement du temps de travail à tout le personnel ex-Océ obtenus hier, est **le fruit de l'action du personnel !**

A l'issue de cette nouvelle journée d'action, le personnel gréviste a décidé de reconduire l'arrêt de travail le jeudi 5 décembre 2013 afin de faire aboutir la plateforme revendicative.

Pour sa part, le personnel administratif de province nous a indiqué qu'il était déterminé à défendre le maintien de l'emploi et à défaut, obtenir des mesures de PSE décentes.

Le personnel technique quant à lui, exige également des garanties sur l'emploi (aucun licenciement contraint ou mutation arbitraire). Il demande l'ouverture du dispositif de préretraite à 5 ans.

Nos collègues ex-Océ, largement investis dans l'action, demandent une harmonisation des salaires « travail égal = salaire égal », mais aussi de la politique véhicules et des indemnités de déplacement, etc.

Nous sommes tous concernés, nous exigerons jeudi l'ouverture de négociations !

Tous mobilisés : techniciens, administratifs, commerciaux
Arrêt de travail, jeudi 5 décembre 2013 dès 8 heures
Rassemblement dans les agences pour une assemblée générale du personnel